

HOROYA

TRAVAIL

JUSTICE

SOLIDARITÉ

25
FRANCS

BUREAUX, IMPRIMERIE PATRICE LUMUMBA 2^{ème} ETAGE B. P. 341 - CONAKRY Tél. 51-50

I^{ère} session 1966 du C.N.R. de Labé

Rapport sur les Brigades civiques et les Milices populaires

par M. Ismael Touré

Des contradictions fondamentales dans la lutte de libération nationale

En Afrique

La lutte des peuples africains contre la domination étrangère a connu différentes phases depuis la conquête et le partage de ce Continent en possessions administrées et exploitées au profit des puissances coloniales.

A la fin du XIX^e siècle, la Conférence de Berlin a marqué la main-mise absolue sur l'Afrique du capitalisme monopoliste international à prépondérance européenne.

Ainsi, les empires coloniaux correspondaient à la phase de l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale et reflétaient les contradictions internes de ce système reposant sur la volonté de contrôle d'espaces économiques de plus en plus vastes, en vue d'une exploitation économique systématique.

Les théories d'administration coloniale, les bases militaires ainsi que les doctrines et pratiques d'ordre politique, social et culturel utilisées par les différentes puissances colonisées doivent être considérées comme des moyens de maintien et de consolidation de l'exploitation économique imposés aux peuples des pays dépendants.

C'est à ce niveau que se situe la contradiction fondamentale entre l'Afrique et ses exploités.

A partir de la fin de la guerre mondiale 1939-1945, la lutte d'émancipation des peuples africains est entrée dans sa phase historique décisive.

Pourquoi contradiction fondamentale ?

Parce que d'un côté nos peuples n'ont jamais accepté et n'accepteront jamais la domination et l'exploitation étrangère, et que de l'autre, les impérialistes ne sauraient en aucun cas renoncer volontairement aux privilèges économiques qu'ils se

sont taillés en Afrique en utilisant des moyens faisant fi de la dignité, de la liberté et des droits inaliénables de l'homme quels que soient sa couleur et le niveau du développement du peuple auquel il appartient.

Il convient de souligner qu'à chaque étape de la lutte de libération se traduisant par l'élévation du niveau de conscience des peuples, du degré d'organisation de leur politique, syndicale, économique ou sociale et du taux d'efficacité de leur action émancipatrice, les rapports de forces se modifient nécessairement au profit des peuples. C'est dire qu'à travers les victoires comme les défaites enregistrées par les peuples en mouvement pour le rétablissement de leurs droits fondamentaux et la recherche du mieux être, se rapproche dialectiquement l'issue du combat qui est la défaite définitive de la domination et de l'exploitation étrangère.

Cependant, on ne saurait insister sur la nécessité absolue de préparer idéologiquement et pratiquement les peuples à une

lutte organisée de plus en plus dure, de plus en plus complexe

(Suite page 2)

Le bureau fédéral de Gueckédou a tenu un meeting autour du C. N. R. de Labé

Mercredi 3 août à 16 heures, la délégation du Bureau Fédéral au Conseil National de la Révolution de Labé, a fait aux milliers de militants et militantes rassemblés dans la grande salle de Congrès de la Permanence Fédérale de Gueckédou, le compte-rendu des travaux des assises du Conseil National de la Révolution.

Abordant les principaux points des travaux de Labé, le porte parole de la délégation le Gouverneur Condé Lamine a exprimé les raisons qui ont amené le Parti et le gouvernement à décider pour l'ouverture prochaine des classes de la création des collèges d'Enseignement rural ce nouveau

type de collège qui répond parfaitement bien aux impératifs de la Révolution et aux exigences d'éducation de notre jeunesse qui doit permettre l'élosion et l'épanouissement d'une société guinéenne nouvelle équilibrée formée de citoyens attachés à leur Patrie et capables par la qualité de leur apport de promouvoir une économie saine et viable. Les militants profondément convaincus de la justesse de cette nouvelle orientation de notre jeunesse ont accueilli chaleureusement la nouvelle de l'ouverture des classes de collèges d'Enseignement rural dans la fédération de Gueckédou.

Le Président de la République Islamique de Mauritanie MOCTAR OULD DADDAH a fait escale hier à Conakry

Hier après-midi, le Président de la République Islamique de Mauritanie a fait escale à l'aéroport International de G'Bes-sia. Il a été accueilli par le Chef de l'Etat Guinéen, le Président Ahmed Sékou Touré à la tête d'une importante délégation du B.P.N. et du gou-

vernement en présence du Corps diplomatique.

Le Chef d'Etat mauritanien était accompagné notamment de son ministre des Affaires étrangères et de S. E. Bakar Ould Hamedou, ambassadeur de Mauritanie en Guinée.

Au cours de l'escale qui a duré près d'une heure les deux présidents se sont entretenus dans le salon d'honneur en présence de leurs principaux collaborateurs.

Avant de quitter le sol guinéen le Chef de l'Etat frère de Mauritanie a confié à la Voix de la Révolution sa grande satisfaction de revoir son frère et compagnon de lutte, le Président Ahmed Sékou Touré. Il a également transmis le salut des militants du Parti du Peuple Mauritanien aux militants du P.D.G. et réaffirmé la détermination du peuple Mauritanien de poursuivre au coude à coude avec le peuple de Guinée le combat solidaire contre l'impérialisme, pour la liberté, la dignité et le progrès des peuples Africains.

Message du Président Massemba Débat au Chef de l'Etat

En réponse au message que lui a adressé de Labé le Président Ahmed Sékou Touré, le Président Massemba Débat répond en ces termes au Chef de l'Etat, Secrétaire Général du Parti.

Très sensibles au Message de solidarité que le peuple, le gouvernement Guinéen et vous même avez bien voulu nous adresser, le peuple le gouvernement Congolais et moi même sommes heureux de vous assurer en retour, de notre indéfectible amitié fraternelle et de notre détermination d'oeuvrer dans le nom de l'Unité africaine, du progrès de nos peuples, et de la paix. Nous souhaitons pleins succès aux travaux du conseil national de la Révolution sentiments fraternels.

LU DANS LE NOUVEL OBSERVATEUR

Avec les maquisards de Guinée-Bissao

Chaque jour qui passe enregistre de nouvelles victoires des mouvements africains de libération.

Ainsi, le P.A.I.G.C. inflige chaque jour des défaites aux hordes fascistes de Salazar. Nous publions ci-dessous un témoignage d'un journaliste du «Nouvel Observateur» lequel reporter a vécu la vie des maquisards de la Guinée-Bissao.



Ces combattants du P.A.I.G.C. sont prêts à répondre à tout moment à l'agression colonialiste

LIRE ARTICLE EN PAGE 4

La Guinée l'Afrique le monde

(Suite de la première page)

Ière session 1966 du C.N.R de Labé Rapport sur les Brigades civiques et les Milices populaires

par M. Ismael Touré

d'organisation et d'expérience révolutionnaires de leurs partis politiques.

3° — leurs réalités et potentialités économiques.

4° — leurs pratiques sociales et les interférences plus ou moins persistantes des idéologies étrangères.

5° — la nature de leur régime (féodalité, démocratie néo-colonialiste, régime démocratique et populaire, régime militariste issu des coups d'état).

6° — la survivance des termes du pacte colonial dans leurs relations extérieures (Assistance Technique d'assujettissement civil et militaire, bases militaires etc.).

7° — leur appartenance à des blocs à vocation économique ou stratégique extra-africaine.

Il est clair que toutes ces réalités sont autant d'obstacles à la réalisation de l'Unité Africaine par le sommet impliquant un front homogène et une action concertée au niveau de nos Etats.

Bien entendu, ce sont ces réalités créées ou encouragées par eux-mêmes qu'utilisent cyniquement les impérialistes pour s'imposer aux Etats Africains et opposer leurs peuples selon leur politique habituelle «Diviser pour régner». L'on comprend pourquoi la littérature impérialiste insiste tant sur les blocs dits des Etats progressistes aux Etats dits modérés ou soi-disant réalistes pour les besoins de sa seule cause.

C'est aussi un fait qu'au delà des Etats il n'y a qu'une seule Afrique celle des masses populaires dont le passé, les préoccupations actuelles, les aspirations fondamentales et les perspectives d'avenir sont rigoureusement les mêmes.

Cependant en faveur des masses populaires conscientes de la signification historique de leur lutte militent des forces spécifiques qui constituent autant d'atouts décisifs dans la lutte pour l'Unité Africaine, ce sont :

1° — la communauté des civilisations et cultures.

2° — l'identité de sort sous la domination étrangère et la communauté des aspirations après l'accession à l'indépendance politique.

3° — le potentiel humain et économique du Continent.

4° — l'imbrication des courants d'échanges qui défient les frontières artificielles du colonisateur, qu'elles soient linguistiques, économiques ou géographiques.

5° — le potentiel révolutionnaire que recèlent inévitablement les masses laborieuses opprimées et exploitées.

Le Camp impérialiste

Face aux peuples africains dont l'évolution dépendra de la confrontation entre les forces positives révolutionnaires et les forces négatives réactionnaires se situe le front impérialiste et néo-colonialiste qui présente, lui aussi, ses propres contradictions internes. La force des impérialistes réside essentiellement dans l'exploitation des faiblesses

du camp africain. C'est un front à la fois uni et désuni.

— Unis, les impérialistes le sont dans leur volonté de continuer à régner et à exploiter l'Afrique à leur profit. Les considérations économique-militaires sont des raisons évidentes de

au fur et à mesure que se précise la victoire finale.

En effet, en perdant du terrain et en voyant s'amenuiser dans le temps et dans l'espace son influence et ses privilèges, l'impérialisme utilise des moyens de plus en plus perfides et inhumains.

Dans la lutte anti-impérialiste, quelles sont les armes essentielles utilisées de part et d'autres ?

Elles sont universellement connues et se ramènent du côté des exploités à quelques principes élémentaires :

- diviser
- isoler
- opposer
- brutaliser
- tromper.

Les armes à opposer à celles des impérialistes, colonialistes, néo-colonialistes se ramènent elles aussi à des moyens élémentaires universels :

— s'unir, s'organiser, déjouer toutes les manoeuvres de division de l'adversaire, afin de garder l'initiative dans la lutte émancipatrice. En un mot, la force essentielle des peuples en lutte pour leur émancipation, ce sont les peuples eux-mêmes, dans toute la mesure où à travers les phases successives de cette lutte, ils arrivent à consolider leur front, à aiguïser leur combativité et à engager des batailles qu'ils sont en mesure de définir dans le temps et dans l'espace de déclencher au moment choisi par eux et de conduire jusqu'à leur terme.

En Guinée

Sur le plan national, les étapes parcourues par le peuple de Guinée s'identifient au combat historique mené par le Parti Démocratique de Guinée :

— Prise de conscience, propagande et création des bases idéologiques d'un Parti authentiquement populaire d'abord dans la quasi clandestinité, puis au grand jour.

— Développement d'une action politique révolutionnaire dans tous les domaines contre les bases du système colonial et les pratiques sociales d'oppression (féodalité, racisme, superstitions).

— Ensuite, c'est l'offensive généralisée de liquidation des formations politiques animées par les colonialistes, l'unification du front de lutte anti-colonialiste intégrant l'action syndicale à l'action politique proprement dite et enfin, la phase de la lutte finale contre l'appareil colonial :

Les états africains dans la lutte Révolutionnaire

Parallèlement au processus interne de transformation qualitative du contexte national guinéen à travers la lutte du P. D.G. contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, l'on a pu observer les mêmes phénomènes sur la scène politique africaine bien entendu

le choix décisif du 28 Septembre et l'accession à l'indépendance.

Telles sont les principales étapes parcourues par le peuple de Guinée sous la direction du Parti Démocratique de Guinée qui nous a conduit à la phase actuelle de la Révolution caractérisée par un effort gigantesque de mise en place des structures adaptées à une évolution accélérée dans le contexte de l'indépendance nationale de liquidation des séquelles de l'ancien régime et de mobilisation de toutes les forces vives du pays pour la création des conditions économiques et sociales indispensables à la réalisation des aspirations fondamentales du Parti.

En résumé les mots d'ordre de consolidation de l'unité nationale de raffermissement des bases de la République indépendante de Guinée et de développement économique dans la voie non capitaliste, répondant aux exigences de la création par étape d'une Nation Africaine Démocratique et Moderne, à la fois partie intégrante et moyen d'accélération de l'émancipation totale de la Patrie Africaine.

Durant ces étapes de la lutte du P.D.G., depuis sa création en Mai 1947 jusqu'à 1966 la contradiction fondamentale entre le peuple de Guinée et ses exploités s'est manifestée concrètement à travers les tentatives de désignation du Parti en tant que moyen essentiel du peuple, la politique coloniale de division et d'oppression par les moyens de la propagande, de l'intimidation et de la corruption et enfin par subversion systématiquement orchestrée et les tentatives répétées d'étranglement de la Révolution grâce aux complots successifs ourdis par les ennemis du peuple, ceux de l'extérieur comme de l'intérieur.

La dynamique de l'histoire du P.D.G. et du peuple de Guinée révèle clairement d'un côté la volonté d'émancipation qui s'affirme de plus en plus et le front de la lutte des masses qui avance inéluctablement et à un rythme de plus en plus accéléré, de l'autre ce sont les échecs successifs dans tous les domaines enregistrés par les colonialistes et leurs alliés, mais aussi et surtout la volonté toujours renouvelée de nos ennemis de liquider coûte que coûte la Révolution Démocratique Africaine engagée par le P.D.G.

à une échelle plus vaste et plus complexe. Mais il va de soi qu'il n'y a aucune différence de signification entre les termes et les données essentielles du problème national guinéen et ceux de l'Afrique prise dans son intégralité.

Les victoires momentanées enregistrées par le camp de la réaction sur la scène politique africaine traduisent les réalités négatives liées au contexte national de certains Etats Africains indépendants structurés et dirigés selon des nécessités étrangères aux exigences de l'évolution des peuples africains.

En effet les peuples africains aspirant de plus en plus à l'indépendance sont engagés effectivement dans la voie de la liberté et du progrès effectifs nécessairement sémée de difficultés et d'embûches.

Successivement nos peuples ont connu la nuit noire de la domination et de l'exploitation étrangers, puis l'autonomie interne sous le contrôle des métropoles et enfin l'indépendance soumise à des degrés divers, à la volonté des anciennes métropoles.

En fait il ne saurait exister mille significations de l'indépendance nationale, comme il ne saurait exister de moyen terme entre l'esclavage et la liberté. Toutefois, une analyse politique objective doit admettre des étapes dans l'évolution des peuples, allant de l'irresponsabilité totale à l'exercice effectif de l'ensemble des attributs de la souveraineté nationale à condition que ces étapes correspondant à des changements internes positifs dans la voie de l'émancipation et qu'à chaque étape considérée la situation nouvelle qualitativement supérieur à l'ancienne favorise les conditions d'accession à une étape plus qualifiée.

Aussi les changements superficiels qui laissent intacts les liens fondamentaux d'assujettissement et d'exploitation ne sauraient être considérés comme des étapes historiquement viables dans l'évolution des peuples coloniaux. C'est ainsi que dans l'ancien empire français de l'Ouest Africain, à l'exclusion de la République de Guinée et de la République du Mali les rapports entre les peuples africains et l'ancienne métropole n'ont pratiquement pas changé depuis la fin de la dernière guerre mondiale malgré la proclamation des indépendances nationales.

Les seules changements intervenus n'ont porté que sur l'appellation de l'espace politico-économique (France-Colonies) appelé successivement « Union Française » « Communauté Franco-Africaine » « U.A.M. » « U.A.M. C.E. » « O.C.A.M. » et tout récemment « la Francophonie ».

Les données fondamentales de la scène politique africaine reflètent les étapes successives de la lutte d'émancipation des peuples africains pris dans leur ensemble contre le front des puissances impérialistes, colonialis-

tes et néo-colonialistes.

Il convient donc de ne jamais perdre de vue ni la contradiction fondamentale qui anime cette lutte, ni les réalités concrètes des deux camps antagonistes.

Dans le camp africain l'on est en présence des Etats indépendants et des Territoires encore sous domination en lutte pour l'indépendance politique. Il n'existe plus en fait de mouvement politique d'émancipation de masse organisé à l'échelle du Continent.

Le Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A.) après avoir joué un rôle éminent dans l'évolution des peuples coloniaux français depuis sa fondation en 1946, s'est disqualifié et désintégré devant la manoeuvre mystificatrice de grande envergure que constitua en Septembre 1958 le Référendum du Général De Gaulle.

C'est le lieu de souligner que toutes les tentatives puériles d'inspiration douteuses en vue de ressusciter le R.D.A. sont d'avance vouées à l'échec, du fait même que la nouvelle solidarité africaine a définitivement fait éclater le cadre étroit d'un colonialisme particulier.

Il est clair que les Gouvernements Africains depuis leur création ont de plus en plus influencé le rythme d'évolution et le progrès général des peuples africains selon la qualité de leurs institutions nationales propres, leur potentiel politique, leur degré de liberté et la fidélité de leurs dirigeants à la cause de l'émancipation des peuples africains en général.

Les Etats Africains s'appuient pour la plupart sur des Partis Nationaux plus ou moins dynamiques. Leurs dirigeants eux-mêmes sont plus ou moins conscients des données scientifiques de l'évolution africaine. Certains s'inspirent encore ouvertement de l'idéologie colonialiste et mènent en contre-courant de l'histoire une politique sans rapports avec le devenir des peuples africains.

Aussi il serait vain de considérer les Etats Africains indépendants comme un ensemble homogène. Bien au contraire ces Etats se différencient de par :

1° — le degré de prise de conscience et d'engagement de leurs dirigeants.

2° — le degré de structuration,

La Guinée l'Afrique le monde

Avec les maquisards de Guinée - Bissao

(Suite de la page 4)

tiers, des bazookas, des mitrailleuses lourdes. Chaque homme a une mitrailleuse. Ils appartiennent au F.A.R.P. (Force armées révolutionnaires du peuple). Dans les villages, il y a des partisans sans uniforme, armés de fusils de modèle récent.

Dans cette base s'est tenue, deux jours durant, la réunion des cadres du nord du pays. Une grande case où la lumière pénètre, entre toit et murette de fibres tressées. Deux tables entourées de chaises de paille. On travaille au magnétophone, ça évite la paperasserie.

Les villages autour sont dissimulés par la forêt. Souvent, le village initial a été détruit et c'est ici dans la forêt de l'Oio que les paysans sont venus construire leurs cases. L'accueil, dans la dizaine de villages que nous avons visités, a toujours été chaleureux. Chaque fois nous ont été offerts la noix de cola et le sel, souvent un poulet ou du vin de palme. Les paysans connaissent les combattants par leur prénom; parfois, ceux-ci sont du village même. Partout, les paysans ont élu des comités de Parti: trois hommes et deux femmes qui sont en liaison avec le commissaire politique qui coiffe chaque groupe de combattants.

« Du temps des Portugais, dit un responsable de village, c'était le travail forcé, l'impôt, les coups de palmatoria et la chicotte. Il y a deux ans qu'on n'a plus vu de Portugais ici. Notre village a été détruit en 1963. Avant, ils nous avaient pris le bétail. Maintenant, le Parti nous protège. On travaille pour nous et aussi, on donne du riz pour les combattants, parce que les combattants et nous, c'est comme la chair et l'os. On manque de beaucoup de choses. L'argent, il n'y en a plus: On s'en sert plus. Depuis deux ans, il y a rien à acheter. Il nous faudrait du tissu pour les vêtements. Cette année, le Parti va faire des machines pour le peuple. On échangera le riz et l'arachide contre le tissu ».

C'est à la base centrale de Maké, à une trentaine de kilomètres de Maké, que se trouve le déserteur portugais. Il n'est pas le premier — loin de là, il s'appelle José Augusto Texera Mourão. Il a vingt et un ans. Son père est ouvrier. Lui, a été à l'école jusqu'à 11 ans. Il est là depuis dix jours; on lui a donné un transistor pour se distraire et il écoute des fados transmis par Radio-Bissao. Il n'a pas déserté pour des raisons politiques. La vie de la caserne lui était insupportable et son caporal-chef aussi.

DEUX CENTS ELEVES

« Pourquoi j'ai déserté? Parce qu'on est maltraité. Si tu commets une petite faute, on te frappe; on te met en prison; on te déduit la nourriture. J'ai fait 7 mois à Bissao, après 2 mois

au Portugal. Personne n'était content de venir ici. Mais les Officiers nous poussaient de l'avant. Le service, ça dure 24 28, des fois 30 mois. Après on n'a envoyé à l'intérieur, dans un poste, à Bula, où il y a 500 hommes. Et pour finir, à Bianbi On était 220. C'est un camp retranché. Le jour, on sort un peu autour du camp, jamais bien loin. On a des corvées, on joue au basket, aux cartes. Le soir, il a des tours de garde. Les miradors sont allumés et éclairent à plus de 300 mètres. on attend l'attaque, ça énerve. Si ça arrive, on tire au jugé. Des fois, ça arrive, trois fois dans une nuit. Ça énerve. D'autres fois, en attendant pour rien et ça énerve encore. Ici c'est tranquille au moins ».

« Il faut dire qu'entre deux bombardements, le pays est paisible, dans la journée — la nuit, ce sont les guérilleros qui attaquent. A la base, deux médecins chirurgiens soignent les blessés, quand il y en a — il y en avait une dizaine quand nous sommes passés; la table d'opération est rudimentaire mais les médicaments ne manquent pas. Des infirmiers formés à l'extérieur forment à leur tour sur place de jeunes auxiliaires. On alphabétise également. Deux cents élèves, garçons et filles, étudient à Morès. Ils ont entre 7 et 15 ans. Divisés en sections, tous savent déjà lire et écrire couramment en portugais. Des instituteurs-combattants leur donnent quatre heures de cours par jour. Les interrogations se font au tableau accrochés à un arbre. Il y a des compositions trimestrielles et des examens pour changer de section. Au beau temps de la « Paix lusitania », les Portugais avaient scolarisé 2.000 enfants. En trois ans, le P.A.I.G.C. en a scolarisé 4.000 tout en menant la guerre ».

LES PAYSANS RENSEIGNENT

« Les raisons du succès de notre lutte, dit Chico, le commissaire politique du Nord, c'est que deux ans avant de déclencher la lutte armée, Cabral a formé des centaines de cadres à Conakry et qu'il en a envoyé des dizaines pour faire le travail d'explication et de mobilisation dans les villages. Quand a commencé la lutte, on n'a pas eu à se cacher des Portugais et des villageois, c'est les paysans qui nous renseignaient sur tous les mouvements des troupes portugaises. Depuis, on a toujours veillé à ce qu'il n'y ait pas de coupure entre les combattants et la population ».

Les avions ont cessé de tourner. Et nous sommes repartis vers la frontière. Au jour prévu, nous avons passé en pirogue le fleuve Farim, cinq minutes avant le passage d'une canonnière portugaise qui patrouillait. Pour rejoindre la frontière, il y a une grande plaine humide et nue à franchir. On y patauge dans le crépuscule. De l'autre côté, des groupes de partisans, tous les trois ou quatre kilomètres, veillent sur notre sécurité.

Ce matin, pendant qu'ils bombardaient Djagali, les Portugais ont envoyé une cinquantaine d'hommes par hélicoptère à la zone frontalière. Ils ont été interceptés par des combattants du P.A.I.G.C.; ils ont décroché après quelques heures de combat, en laissant plusieurs morts sur le terrain. Quand nous sommes arrivés, la route était libre.

La saison des pluies va commencer. Pour y voir clair, les avions doivent descendre au-dessous de mille mètres. C'est à cette altitude que les guérilleros ont abattu trois appareils l'an dernier. Depuis, des armes lourdes sont arrivées...

La fuite de YOULOU

Six militaires condamnés à diverses peines de travaux forcés ou de prison, un officier le commandant Michel Faudey condamné à un an de prison et libéré tel a été le verdict prononcé jeudi tard dans la soirée par le tribunal populaire de Brazzaville en conclusion de l'affaire dite « de la fuite de Youlou ».

En outre Mme Jeannette Bangadela, compagne de l'Abbé Youlou actuellement réfugiée en Espagne, a été interdite et condamnée à la confiscation de ses meubles et immeubles au profit de l'Etat congolais.

Parmi les principaux condamnés qui avaient été accusés avoir facilité l'évasion de l'ex-président Youlou d'une villa de Brazzaville, le sergent chef Matoko, déjà condamné à cinq ans de prison pour une affaire de trafic d'armes par le tribunal

populaire, a été condamné à 15 ans de travaux forcés ainsi que le sous-lieutenant Jonas Sobi à 12 ans de la même peine.

Au cours des débats, le président du tribunal M. Stanislas Batchi avait déclaré « l'ex-président a déclaré après sa fuite l'Afrique a ses mystères mais ce mystère n'est autre que le mystère de l'argent. Ce procès n'a qu'une seule toile de fond l'argent ».

En effet, tout au long du procès, la plupart des accusés ont dit qu'ils avaient été contactés par Mme Jeannette Bangadela pour faciliter l'évasion de l'Abbé Youlou.

D'après les dépositions des divers accusés, il ressort que l'Abbé Youlou et Mme Bangadela, revêtues d'une tenue militaire, avaient pris place dans une Land Rover avec plusieurs soldats dont le sergent chef Matoko.

Rapport sur les brigades civiques et les milices populaires

(Suite de la page 2)

leur solidarité contre l'Afrique.

L'on sait que le capitalisme international n'a nullement de considération pour les frontières des Patries quand il s'agit d'affirmer la solidarité la plus parfaite dans la défense de ses profits illégitimes, alors qu'il voudrait ériger ces mêmes frontières nationales en obstacle infranchissable lorsqu'il s'agit pour les peuples africains de s'unir pour mettre fin au système de domination et d'exploitation.

— Désunis, les impérialistes le sont lorsqu'il s'agit de répartir les butins de l'exploitation des peuples sous leur domination.

Cette contradiction interne a trouvé son illustration tout au long du drame du peuple Congolais et sa confirmation à travers les coups d'Etat perpétrés récemment en Afrique. Après s'être unis pour apporter la ruine et la désolation au Congo, pour renverser des Gouvernements issus du peuple, les impérialistes s'affrontent aujourd'hui dans une lutte sourde, mais implacable pour le contrôle effectif de la situation qu'ils ont créée.

Il est vrai que ce sont les peuples qui une fois de plus, font les frais des luttes d'influence entre exploités.

Les considérations générales ci-dessus permettent de mieux comprendre la portée historique de la Grande Conférence d'Addis-Abeba qui a marqué l'évolution africaine d'un sceau indélébile. La Charte d'Addis-Abeba concrétisant la volonté d'unité des peuples africains a mis

en relief le caractère historiquement irréversible de l'Unité Africaine dans l'indépendance réelle. Elle a aussi allumé la flamme d'espérance et de confiance dans l'avenir chez tous les africains, en même temps qu'elle jetait le désarroi dans le camp impérialiste.

Après Addis-Abeba et les succès rétentissants remportés par les Sommets Africains, grâce à l'action dynamique des Etats progressistes d'Afrique, l'impérialisme surpris et désarmé a mis au point la nouvelle arme qui devrait lui permettre d'arrêter définitivement le courant de la liberté et du progrès des peuples africains.

Cette arme nouvelle, déjà perfectionnée dans d'autres parties du monde, c'est les coups d'Etat.

(A suivre.)

**PRODUCTION
QUALITATIVE
ET
QUANTITATIVE
CRITERE
DE LA
REVOLUTION!**

Les prochaines vaccinations contre la rougeole

Le Ministre de la Santé Publique et des Affaires Sociales informe la population de la Région administrative de Conakry que des séances complémentaires de vaccinations contre la rougeole auront lieu prochainement à l'intention des enfants de 6 mois à 6 ans n'ayant pas été vaccinés au cours de la campagne de 1965, et bien entendu à l'exclusion de ceux qui ont déjà contracté la maladie ou ont été vaccinés antérieurement.

La recrudescence de la rougeole s'étant manifestée au cours de ces derniers mois en divers points de la Région, les parents sont particulièrement invités à protéger leurs enfants réceptifs en les faisant vacciner.

Les séances se dérouleront tous les jours ouvrables de 9h à 12h. et de 15h. à 18h. aux lieux et dates ci-après: 1er Arrondissement, du 4 au 6 août 1966 à la Permanence de la Section 2e Arrondissement, du 8 au 10 août 1966 à la Permanence de la Section 3e Arrondissement, du 11 au 13 août 1966 à la Permanence de la Section 4e Arrondissement du 15 au 17 août 1966 à la Permanence de la Section 5e Arrondissement du 18 au 20 août 1966 à la Permanence de la Section 6e Arrondissement du 22 au 24 août 1966 à la Permanence de la Section 7e Arrondissement, du 25 au 27 août 1966 à la Permanence de la Section 8e Arrondissement, du 29 au 31 août 1966 à la Permanence de la Section.

HOROYA

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITE

Organe Quotidien du Parti Démocratique de Guinée
COMPTES CHEQUES POSTAUX (C.C.P.) 7770
BANQUE CENTRALE R.I.G. (B.C.R.I.G.) 32-34-58

Publié dans l'atmosphère de la solidarité africaine

La célébration de la journée de la femme d'Afrique

Au Mali la célébration de la Journée de la Femme Africaine a été marquée le 31 juillet par un important meeting de masse. Dans l'allocution qu'elle a prononcée à cette occasion, Mme Jeanne Martin, secrétaire générale de la Panafricaine des femmes a salué la lutte courageuse des vaillants combattants des pays africains encore sous domination étrangère. De son côté, Mme Hawa Keita, commissaire à l'organisation des femmes de l'Union Soudanaise R.D.A. a exprimé le soutien des femmes du Mali à la lutte des peuples pour leur libération nationale. «Tant qu'il restera en notre carré de l'Afrique à libérer de la domination étrangère, a-t-elle dit, les femmes africaines soutiendraient par leur action leurs sœurs en lutte pour la liberté et l'indépendance.»

Par ailleurs, à Moscou les femmes africaines ont célébré dans l'enthousiasme avec leurs amies soviétiques la Journée de la Femme.

A cette occasion, les représentantes de l'Opinion de Moscou et les femmes africaines résidant dans la capitale soviétique ont tenu une importante réunion au Comité des femmes soviétiques.

Dans le discours qu'elle a prononcé, Mme Lida Pétrouva, vice-Présidente du Comité a notamment déclaré:

«L'établissement, en 1963, de la Journée de la Femme africaine, est plein de sens. Le mouvement féminin a joué un rôle important dans l'acquisition de l'indépendance politique de divers pays du continent africain.»

«A l'heure actuelle a-t-elle poursuivi, les femmes africaines, à côté des hommes, luttent pour arriver à l'indépendance économique de leurs pays, pour le progrès culturel. Il n'y a pas de domaine où elles ne prennent pas une part active. Les représentantes des pays africains examinent les problèmes de grande portée aux forums internationaux de femmes. Cela démontre que le rôle de la femme africaine s'est non seulement accru à l'intérieur de leurs pays, mais également dans l'arène internationale.»

«Il convient de souligner a-t-elle fait remarquer que bien que nos amies africaines poursuivent une juste lutte pour la liberté, en Guinée dite portugaise, en Angola, au Mozambique; elles subissent le joug du racisme, en Rhodésie du Sud et en Afrique du Sud. Toutes les femmes africaines, exactement comme toutes les femmes progressistes du monde sont solidaires d'elles dans cette lutte et leur prêtent tout concours possible» au dessus de toute l'Afrique.

«Nous sommes certaines a-t-elle conclu que le jour n'est pas loin où le soleil de la liberté se lèvera au-dessus de toute l'Afrique.»

L'armistice en Corée

Le peuple laborieux de la République Populaire Démocratique de Corée vient de fêter le 13ème anniversaire de la signature des Accords d'Armistice de Corée.

Conclu le 27 juillet 1953, les accords d'armistice avaient pour but de «mettre fin au conflit en Corée et d'assurer la cessation complète des hostilités et de tous les actes d'agression contre la Corée jusqu'à ce qu'une solution pacifique finale soit trouvée.»

Mais combien de fois ces accords ont-ils été violés par les impérialistes contre la volonté du peuple coréen? Le même peuple demeure encore divisé en zone Sud et zone Nord.

Le peuple coréen ayant le soutien et l'appui de tous les amis du monde entier réalisera sûrement l'unification indépendante et pacifique du pays sans aucune ingérence des forces étrangères impérialistes.

Sur un tonneau

Les avions lâchent des bombes, mitraillent. Minutieusement. Il est 6 heures du matin; le vrombissement des moteurs nous a réveillés. Les chasseurs tracent des cercles concentriques qui nous englobent dans leur rayon. C'est le onzième bombardement en douze jours. Mais cette fois, les Portugais sont venus en force. Ca en vaut la peine. Dans la Région, il y a Amilcar Cabral, le dirigeant du Parti.

A Ceylan, près d'un million d'écoliers participent, sous la conduite de leurs maîtres, au sarclage des champs de riz.

Organisé par le Comité cingalais de la lutte contre la faim en collaboration avec divers organismes gouvernementaux, cette campagne fait suite à un projet expérimental qui a mobilisé l'année dernière 350.000 écoliers. L'arrachage des mauvaises herbes a permis d'accroître la production de riz de 21,7%.

Cette activité est désormais inscrite au programme scolaire. Pendant les deux saisons de culture (avril-août et octobre-février), écoliers et maîtres consacrent au travail des champs cinq journées à raison de trois heures par jour. Cent vingt mille hectares de rizières sont ainsi sarclés par leur soins.

Avec les maquisards de Guinée - Bissao

Le 6 juillet, le Secrétaire général des Nations-Unies rendit publique une lettre à M. Thant du Ministre des Affaires étrangères. Celui-ci y déclarait que le gouvernement portugais était prêt à entreprendre de prometteuses discussions concernant ses provinces d'Outre-mer. Cette proposition portugaise venait au lendemain de la dernière session du Comité de Décolonisation des Nations-Unies qui s'est tenue à Alger récemment. Par 18 voix contre 1 (Etats-Unis) et 3 abstentions, le Comité avait adopté une résolution demandant à tous les pays membres de l'O.N.U., et en particulier aux alliés militaires du Portugal, de cesser toute aide militaire, économique et technique au gouvernement de Lisbonne.

Gérard Chaliand a passé deux semaines en Mai-Juin dans les maquis de Guinée «portugaise» où il a parcouru, à pied, 200 kilomètres dans les Zones libérées. Il témoigne de l'ampleur de la lutte qui se déroule dans ce petit pays situé entre le Sénégal et la République de Guinée. Une dizaine de B-26 américains tournent dans le ciel plombé. Quatre chasseurs ouest-allemands virevoltent. C'est l'aviation portugaise qui attaque.

Les avions lâchent des bombes, mitraillent. Minutieusement. Il est 6 heures du matin; le vrombissement des moteurs nous a réveillés. Les chasseurs tracent des cercles concentriques qui nous englobent dans leur rayon. C'est le onzième bombardement en douze jours. Mais cette fois, les Portugais sont venus en force. Ca en vaut la peine. Dans la Région, il y a Amilcar Cabral, le dirigeant du Parti.

Sur un tonneau

La veille, en zone libérée, s'est tenue, au village de Djagali, une grande réunion. Nous y sommes arrivés, après deux heures de marche, au début de l'après-midi. Une plaine, quelques arbres. Il y a au moins 3 000 villageois, massés sur deux files

ménageant un passage. Des banderoles «Vive l'Indépendance», «Vive P.A.I.G.C.» Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert. Accroupis, des joueurs de balafon, accompagnent les cris qui fusent à l'arrivée d'Amilcar Cabral. Il est suivi d'une centaine d'hommes en uniforme, armés de mitraillettes. On applaudit. Les cris cessent quand Cabral monte sur un tonneau pour prendre la parole.

Il parle longuement, dans un silence absolu. De la lutte et de son sens, du rôle du Parti, de la nécessité de produire, de la place qui doit revenir aux femmes, de l'indépendance.

«L'Indépendance, ce n'est pas seulement chasser les Portugais, avoir un drapeau et un hymne. Le peuple doit être sûr que son travail, personne ne va le voler. Que la richesse du pays n'ira pas dans la poche de quelques-uns. Aujourd'hui, le peuple de Guinée est nu. Il craint encore le fleuve, la pluie et la forêt. Nous lui disons que par son travail le fleuve sera à son service, la forêt sera domestiquée et la pluie sera utilisée. Notre lutte, c'est pour que le peuple ait un travail qui le nourrit. l'habilite; pour avoir des hôpitaux, pour que les enfants aient des écoles. C'est pour ça qu'on a pris les armes et qu'on va chasser les Portugais.»

Dans la moiteur de l'après-midi où les visages ruissellent, Cabral explique. A la conférence tricontinentale de la Havane, il est le dirigeant qui a produit la plus forte impression. Amilcar Cabral: Souvenez-vous de ce nom, il fera le tour du monde.

Puis, c'est la kermesse. Les groupes se forment: des femmes mandingues, en grand boubou indigo, de jeunes balantes, se mettent à danser. On se promène de groupe en groupe. A l'approche du soir, nous reparons. Les balafons assourdis continuent de jouer. Et les enfants, tout au tour des guérisseurs courent jusqu'à l'orée de la forêt.

Tout s'est passé sans histoire.

A vol d'oiseau, on est à 20 km de Bissao, la Capitale, tenue par les Portugais qui disposent de 25.000 hommes. En Angola, il y a à peine trois fois plus de soldats pour un pays trente fois plus vaste. La lutte armée a commencé au début de 1963. A la fin de la même année, l'état-major portugais reconnaissait que 15% du territoire échappait à son contrôle. En avril 1964 3.000 Portugais appuyés par l'aviation ne pouvaient, après 65 jours de combats, reprendre l'île de Como, au sud du pays. En 1965, Lisbonne destituait le colonel Sa Carneiro qui avait qualifié la «pacification» de «guerre absurde et irrémédiablement perdue». Il était le cinquième chef d'Etat-major envoyé en Guinée depuis le déclenchement de la lutte. Aujourd'hui, le P.A.I.G.C. contrôle la moitié du pays. Ce petit pays de 36 000 km² et de 800 000 habitants est la zone la plus active d'Afrique.

La chair et l'os

Les avions piquent avant de mitrailler. Par rafales sèches. Puis, c'est le son épais des bombes. Au cours de la nuit, un informateur a pu prévenir un des postes portugais de la Région. Les Portugais savent certainement que le dirigeant se trouve dans la zone. Ils bombardent avec application toute la matinée. Pourtant, il n'y aura que sept morts et cinq blessés à Djagali. Dissimulés sous un bosquet un petit groupe d'une quinzaine — nous attendons que ça se calme. Tout près, c'est la base de Maké où il y a plus de cent guérilleros. Le jour de notre arrivée, après quarante kilomètres de marche dans la nuit, Cabral les a passés en revue. Uniforme kaki, corrects, presque tous chaussés de sandales de plastique — la propagande portugaise les décrit nus — ils ont des morts.

(Suite page 3)

LE MONDE EN BRIEF

Les jeunes volontaires qui participent au camp international de travail ouvert cet été en U.R.S.S. près de Rostov sur le Don, ont été invités à prendre part, après les heures de travail, à un colloque qui a lieu dans le camp même, du 28 juin au 1er juillet. Le rôle du service volontaire international dans les pays en voie de développement et les aspects pratiques de l'organisation du service volontaire sont les principaux thèmes d'étude de ce colloque, qui est organisé par le Bureau international pour le tourisme et les échanges de la jeunesse.

Une installation nucléaire pour le dessalement de l'eau de mer sera inaugurée, pendant l'été austral 1966, dans une base américaine de l'Antarctique.

Dans une déclaration publiée à Dar Es-Salam, l'Union Nationale du Sud-Ouest africain a condamné la «Cour internationale de justice» pour son soutien ouvert à la continuation de la domination coloniale sud-africaine sur le sud-ouest africain, et pour

son opposition à l'indépendance du peuple du sud-ouest africain.

Cette cour internationale, dirigée par les impérialistes, a rejeté cyniquement, après six années, la plainte des pays indépendants d'Afrique de mettre un terme au régime colonial des racistes blancs de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest Africain. La plainte à cet effet avait été déposée à la Cour par l'Ethiopie et le Libéria au nom de l'organisation de l'unité africaine.

M. Andries Booy, principal représentant de l'Union Nationale du Sud-Ouest africain à Dar Es-Salam, a dit dans sa déclaration que «le droit légitime du peuple du sud-ouest africain à l'indépendance est un droit inaliénable qui ne peut être déterminé par une cour de justice».